



16ème législature

Question N° : 12000	De Mme Nadège Abomangoli (La France insoumise - Nouvelle Union Populaire écologique et sociale - Seine-Saint-Denis)	Question écrite
Ministère interrogé > Intérieur et outre-mer		Ministère attributaire > Intérieur et outre-mer
Rubrique >enseignement	Tête d'analyse >Multiplication des alertes à la bombe en milieu scolaire	Analyse > Multiplication des alertes à la bombe en milieu scolaire.
Question publiée au JO le : 10/10/2023 Date de changement d'attribution : 12/01/2024 Question retirée le : 11/06/2024 (fin de mandat)		

Texte de la question

Mme Nadège Abomangoli interroge M. le ministre de l'intérieur et des outre-mer sur la multiplication des fausses alertes à la bombe dans les établissements scolaires depuis la rentrée de septembre 2023. Le jeudi 5 octobre 2023, trois lycées de la ville d'Aulnay-sous-Bois, le lycée Voillaume, le Protectorat Saint-Joseph et l'Institution l'Espérance, ont été victimes d'une fausse alerte à la bombe. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que la ville est touchée. Le même jour, huit établissements de la ville de Grenoble étaient également concernés. Ces fausses alertes créent une vive inquiétude au sein de la communauté éducative et nécessitent la mobilisation d'équipes de déminage et de nombreux agents municipaux. Elles viennent nuire à la capacité des élèves et des équipes à étudier et travailler sereinement. Selon plusieurs médias, plus de 46 départements et plusieurs centaines d'établissements sont touchés par ce phénomène depuis la rentrée 2023. La banalisation de tels agissements est même dangereuse car susceptible de générer de la démobilisation face à ces alertes qui pourraient ne plus être prises au sérieux. La police nationale fait état d'un message de menace quasi similaire pour l'ensemble de ces fausses alertes, ce qui laisse penser à une coordination en ligne de ces incidents. Certains profils interpellés ont également eu recours à des modes d'actions sophistiqués tel que le piratage des espaces numériques des établissements ciblés. Mme la députée demande à M. le ministre quels moyens supplémentaires pour les services d'enquête et de lutte contre la cybercriminalité sont envisagés pour endiguer ce phénomène. Elle lui demande quels accompagnements des familles, des élèves et des personnels sont mis en place pour les aider face à ce phénomène.